

REGARDS

SPOLIATION DES JUIFS

Point de non-retour

Frédéric Braun

Aussi bien Vincent Artuso qu'Henri Juda exigent un changement de perspective dans l'approche de l'histoire de la Shoah.

Récemment l'historien Paul Dostert a reconnu dans nos colonnes ne pas avoir été indépendant mais « au service du ministère d'État » lors de ses recherches portant sur les comptes juifs en déshérence. Il réagissait à la publication sur notre site du rapport final sur les « comptes juifs inactifs », rapport complémentaire sur la spoliation qu'il avait livré au gouvernement et qui était resté confidentiel jusqu'à là. Dans ce document, il explique que les comptes titres, contenant actions et obligations « pour autant qu'ils aient existé à l'époque, ne peuvent faire l'objet de ce rapport ».

Commissionné par le Premier ministre Xavier Bettel d'établir les listes de 200 comptes juifs inactifs, Paul Dostert décide donc de ne s'en tenir qu'aux comptes bancaires en laissant de côté une valeur spoliée (celle des comptes titres) estimée à environ 10 millions de Reichsmark dans son premier rapport sur la spoliation des biens juifs de 2009.

Et encore par un mystérieux tour de force : car s'il semble un instant s'appâter sur le sort de ceux auxquels les banques refusent de restituer la valeur de leurs actions et obli-

gations après-guerre, notant l'absence de tout sentiment de « responsabilité morale », il décide ensuite de retirer les comptes titres de son Rapport final - probablement (mais il ne le dit pas explicitement) parce que les banques faisaient front commun et que le gouvernement ne semble pas s'être « opposé à l'attitude prise par les banques ».

Intégrité

Pour Vincent Artuso, auteur du rapport du même nom sur la responsabilité des autorités luxembourgeoises dans la persécution des Juifs, le document obtenu par le woxx illustrerait « l'état lamentable de l'historiographie au Luxembourg » où l'histoire ne serait toujours pas considérée comme une « discipline critique ».

Dans son billet pour radio 100,7 diffusé le 25 octobre dernier, l'historien tire à boulets rouges sur Paul Dostert dont l'attitude ferait moins penser à celle d'un historien, qu'à celle d'un « fonctionnaire chargé d'une mission aussi imprécise que délicate et qui se donnerait beaucoup de mal pour ne pas mettre les pieds dans le plat ».

Dans le plat de qui ? Du principal secteur économique du pays et d'une propagande d'État qui démarre quelques mois plus tard pour corri-





Vincent Artuso et Henri Juda (de g. à dr.).

PHOTOS : PRIVAT, WIKIPEDIA

ger son image ternie suite aux révélations de Luxleaks ? Après tout, le rapport en question ne sera jamais rendu public, par « oubli », selon le ministère d'État, interrogé par le Tageblatt. Les motifs de Paul Dostert demeurent flous. A-t-il subi des pressions ? On a du mal à se l'imaginer. « Sa thèse de doctorat demeure une référence concernant l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », reconnaît Vincent Artuso. Raison d'État ?

Quand le woxx interrogeait Paul Dostert sur sa démarche, l'historien en retraite donnait à penser que les conclusions, et par conséquent une décision comme celle de passer outre les comptes titres (qui pourtant représentent un montant bien plus élevé que les 42.000 euros découverts sur les comptes bancaires) ne reflétaient pas nécessairement son opinion propre, mais celle de toute la Commission spéciale chargée du dossier des spoliations, et qu'il présidait.

Émancipation

Et c'est précisément cela qu'Henri Juda redoutait. Pour l'ancien président et fondateur de l'association MemoShoah, membre du Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, si un tel consensus est possible entre membres d'une commission, cela tient également à l'attitude

de certains au sein de la communauté juive : « Lorsqu'au sein d'une commission sur les spoliations, les représentants de la communauté israélienne ne réussent finalement qu'à appuyer la doctrine officielle, je suis en droit de me demander s'ils ont bien fait leur travail ».

Henri Juda est conscient de la teneur explosive de ses paroles. On lui le reproche de laver linge sale en public. En même temps, il n'en peut plus de cette « soumission » des Juifs luxembourgeois à l'État. Et comment ne pas lui donner raison ? Si les années passées ont servi à quelque chose, c'est bien à ouvrir les tiroirs de l'histoire et à libérer la parole, non ?

Il ne nous appartient pas, à nous, non-Juifs, de juger de telle ou telle attitude prise par rapport au passé, par rapport au futur ; les mémoires ne se ressemblent pas. Évidemment, ce qu'il y a de beau dans le coup de gueule d'Henri Juda, c'est qu'il a l'audace d'imaginer un Luxembourg où être juif signifierait autre chose que d'occuper le rôle que la majorité réserve pour vous. Autre chose que de déléguer sa parole à un État qui ne comprend pas (ou très lentement) et qui continue à vous abandonner et de vous enfermer dans votre mémoire solitaire et peut-être cauchemardesque.

Pour preuve : les commémora-

tions des pogroms de novembre 1938, ce vendredi 9 novembre et l'inauguration d'une plaque à l'emplacement de l'ancienne synagogue, rue Notre-Dame. Du négationnisme pour certains qui redoutent qu'à travers la commémoration d'un événement allemand soit évacuée la question de la responsabilité luxembourgeoise dans la persécution des Juifs.

Nécessité

Souvenons-nous : en 1938, la police luxembourgeoise a renvoyé en Allemagne des réfugiés rencontrés à la frontière. Comme aujourd'hui, des politiques s'étaient laissés guider par des groupuscules nazis et une campagne de désinformation par la presse de droite. Pourquoi donc commémorer les pogroms de novembre et non pas le convoi Luxembourg-Litzmannstadt du 16 octobre 1941, par exemple ? Parce que la célébration d'un événement étranger permet de ressusciter le bon vieux mythe du Luxembourg victime ?

La « soumission » dont parle Henri Juda n'est peut-être rien d'autre que le miroir de la faillite de l'État luxembourgeois qui n'a pas voulu s'ouvrir au point de vue juif, mais continue de penser à la place de l'autre et de perpétuer un paternalisme nauséabond qui a longtemps handicapé la

renaissance et l'émancipation de ce qui restait de la communauté juive en 1945.

En tous cas, le débat que suscite la publication du rapport final a montré qu'un deuxième rapport sur la spoliation des biens juifs s'impose - les déclarations de Paul Dostert, son aveu de partialité y ouvrant en quelque sorte la voie. Un deuxième rapport donc, qui prenne en compte tous les biens spoliés, meubles et immeubles et qui se penche également sur l'attitude des banques face aux survivant-e-s de la Shoah. Après tout, Xavier Bettel ne l'avait-il pas annoncé à l'occasion des excuses officielles à la Chambre des députés en 2015 ?